

En somme, on est loin de la situation qui prévalait durant la Guerre froide, mais on est aussi loin d'une situation où l'intervention « solidariste » serait établie dans la société internationale comme un mode de gouvernance globale des crises locales. Le changement le plus significatif de notre époque est sans doute la diminution marquée de l'ingérence unilatérale par des États particuliers sans effort pour la justifier par rapport aux principes largement partagés. L'intérêt politique continue à jouer un rôle central dans l'intervention contemporaine. Mais les États sont maintenant contraints de justifier leurs actes interventionnistes par rapport aux principes généraux et ils sont peu disposés à intervenir dans les affaires intérieures d'autres États sans une autorisation, qui vient des institutions multilatérales légitimées en droit international. Cela limite la flexibilité des États qui envisagent l'intervention pour des raisons égoïstes. Et, depuis les événements de New York au mois de septembre 2001, même cette conclusion modeste peut être remise en cause.

*Printemps 2001*

*Traduit de l'anglais par Roland Marchal*

## 4

### Les guerres civiles après la Guerre froide

Stathis N. KALYVAS

L'attention portée aux guerres civiles est due à deux évolutions liées. D'une part, le déclin des conflits armés inter-étatiques depuis la fin de la Guerre froide a donné une prévalence aux guerres civiles comme forme de conflit armé (bien que le nombre de guerres internes n'ait pas augmenté de façon notable depuis la fin de la Guerre froide). Des 108 conflits armés qui ont existé entre 1989 et 1998, seulement sept étaient des guerres entre États<sup>1</sup>. De plus, l'Europe connaît à nouveau des guerres civiles. D'autre part, le nombre de conflits civils qui étaient classifiés comme « idéologiques » ou « politico-économiques » a diminué depuis la fin de la Guerre froide, alors que le nombre de guerres catégorisées comme « identitaires » ou « ethniques » a, lui, augmenté<sup>2</sup>. Ces tendances ont déclenché un grand intérêt pour les guerres civiles et les conflits ethniques<sup>3</sup>. Cette attention nouvelle

1. Peter Wallensteen, Maria Sollenberg, «Armed conflict», *Journal of Peace Research* 36 (5), 1999.

2. Rogers Brubaker, David Laitin, «Ethnic and nationalist violence», *Annual Review of Sociology* 24, 1998, pp. 243-252.

3. Steven David, «Internal war: causes and cures», *World Politics* 49 (4), 1997, pp. 552-553. Bien que le nombre de guerres civiles n'ait pas augmenté de façon notable depuis la fin de la Guerre froide, leur importance relative à

a également suscité deux tendances : l'accent mis sur l'ethnicité comme source de conflit et la perception que les guerres civiles récentes sont fondamentalement différentes de celles du passé, essentiellement de celles de la période de la Guerre froide. Je n'évoquerai pas ici le premier point qui a été très bien traité par Fearon et Laitin<sup>4</sup> : ceux-ci ont montré que de tous les conflits ethniques possibles, seul un très petit nombre débouche sur une guerre civile. Je vais donc plutôt discuter le second point : la distinction entre « nouvelles » et « anciennes » guerres civiles.

#### « Nouvelles » et « anciennes » guerres civiles

Il est possible de tracer une distinction entre nouvelles et anciennes guerres civiles à partir de deux travaux qui ont eu un retentissement notable, l'un en Europe et l'autre aux États-Unis. En Europe, cet argument était proposé avec force par Hans Magnus Enzensberger en 1993<sup>5</sup>. Aux États-Unis, un an plus tard, le journaliste Robert D. Kaplan, auteur d'un ouvrage sur les Balkans<sup>6</sup>, publia un essai<sup>7</sup> traitant notamment de l'Afrique, qui obtint une très large écho et dont le titre était significatif : *The*

---

cru car les guerres inter-étatiques se sont raréfiées. Comme résultat, ceux qui sont intéressés par les guerres contemporaines, essentiellement les chercheurs sur la sécurité internationale, se sont concentrés sur les guerres civiles, un contraste significatif avec la période antérieure où de telles études étaient le fait des spécialistes des politiques nationales. Cependant, David fait une mise en garde : « De la même manière que la politique nationale n'est pas la politique internationale en plus petit, les guerres internes ne sont pas simplement une version rapetissée des guerres internationales » (pp. 553-554, 560).

4. James D. Fearon, David D. Laitin, « Explaining interethnic cooperation », *American Political Science Review* 90 (4), 1996, pp. 715-735.

5. Hans Magnus Enzensberger, *Civil Wars: From L. A. to Bosnia*, New York, The Free Press, 1994.

6. Robert D. Kaplan, *Balkan Ghosts: A Journey through History*, New York, Vintage Books, 1994.

7. Robert D. Kaplan, « The coming anarchy: how scarcity, crime, overpopulation and disease are rapidly destroying the social fabric of our planet », *Atlantic Monthly*, février 1994, pp. 44-76.

*coming anarchy: how scarcity, crime, overpopulation, and disease are rapidly destroying the social fabric of our planet*. Ces publications quasi simultanément reflètent et donnent forme à une perception diffuse, à savoir que les guerres civiles de l'après-Guerre froide sont fondamentalement un phénomène différent des conflits armés de la Guerre froide. En effet, la distinction entre les anciens conflits civils nourris de revendications sociales et les nouveaux conflits sustentés par le pillage est au centre de nombreuses argumentations semi-journalistiques<sup>8</sup>, de travaux universitaires importants, notamment ceux de Mary Kaldor<sup>9</sup>, et se retrouve même, de manière moins directe, dans un programme de recherche financé par la Banque mondiale<sup>10</sup>. L'essence de cette distinction peut être résumée ainsi : le cadre approprié pour saisir les nouveaux conflits armés est plus proche de la criminalité que de la politique. Il faut ajouter que la montée en puissance de l'idéologie des droits de l'Homme, appuyée par des organisations non gouvernementales et humanitaires, encourage souvent une approche légale/criminelle comme moyen de comprendre et même de résoudre ces guerres. L'exemple le plus récent est la guerre civile en Sierra Leone.

L'accord de paix de juillet 1999 dans ce pays fut critiqué par beaucoup de militants et de journalistes car il leur semblait immoral que des criminels soient autorisés à participer au gouvernement de leur pays (et donc de bénéficier d'une amnistie) : comme un membre d'une organisation de défense des droits de l'Homme le disait, « l'amnistie est inadmissible; j'en suis malade »<sup>11</sup>. En fait, un responsable des Nations Unies alla encore plus loin

---

8. Edward Luttwak, « Great-powerless days », *Times Literary Supplement*, 16 juin 1995.

9. Mary Kaldor, *New and Old Wars: Organized Violence in a Global Era*, Stanford, Stanford University Press, 1999.

Mark Duffield, « Post-modern conflict: warlords, post-adjustment States and private protection », *Civil Wars* 1(1), 1998, pp. 65-102. David Keen, « The economic functions of violence in civil wars », *Adelphi Papers* 320, 1998.

10. Paul Azam, Anke Hoeffler, *Looting and Conflict between Ethno-Regional Groups: Lessons for State Formation in Africa*, contribution présentée à un atelier « The Economics of Civil War », de la Banque mondiale/Centre d'études internationales, Princeton, 18-19 mars 2000.

11. Cité dans Rémy Ourdan, « Le prix de la paix », *Le Monde*, 2 décembre 1999.

et décrit l'amnistie souhaitée par la majorité de la population comme l'illustration d'une compréhension plutôt africaine de la justice<sup>12</sup>. Tout aussi intéressant, les numéros du quotidien *Le Monde* où ces articles étaient publiés critiquaient la presse britannique de droite qui condamnait l'accord de paix en Irlande du Nord au nom des mêmes principes : c'est-à-dire la nomination dans le gouvernement d'un ancien chef militaire de l'IRA suspecté de nombreux meurtres; le journaliste du *Monde* louait son collègue britannique Hugo Young pour avoir expliqué que sans cette nomination « il n'y aurait aucun accord de paix », précisément le même argument qui était condamné en Sierra Leone ! De même, l'échec de l'accord de paix en 2000 a conduit quelques commentateurs à expliquer que cet accord n'aurait d'abord jamais dû être signé car les rebelles n'avaient aucune intention de le respecter : « Du point de vue des rebelles, pourquoi avoir la paix lorsque l'absence de loi et d'ordre permet à chacun de piller ?... En fait, les rebelles n'avaient jamais eu l'intention d'honorer l'accord de paix : ils n'étaient intéressés qu'à faire la guerre et à piller leur pays »<sup>13</sup>. Cependant, le même argument aurait pu être (il le fut) soulevé à propos de l'accord de paix au Mozambique, qui a été célébré depuis comme une réussite.

Dans cet article j'explique que la distinction entre anciennes et nouvelles guerres civiles n'est pas justifiée. Bien que les arguments rendant compte de cette distinction prennent des formes variées, ne soient que rarement explicités et soient souvent exprimés de façon implicite plus qu'explicite, on peut distinguer quatre enchaînements :

1. Les vieilles guerres civiles étaient menées pour des causes idéologiques bien définies et exprimées clairement. A l'opposé, les nouvelles guerres civiles sont motivées au mieux par les haines ethniques ou tribales, au pire par le pillage.

2. Alors que les anciens conflits civils éclataient à cause de l'accumulation de revendications populaires, les nouveaux conflits sont exclusivement motivés par l'avidité et le pillage.

12. Rémy Ourdan, « Au cœur des ténèbres », *Le Monde*, 1<sup>er</sup> décembre 1999.

13. William Reno, « When peace is worse than war », *The New York Times*, 11 mai 2000.

3. Les anciennes guerres civiles montraient le soutien populaire au moins d'un côté, celui des rebelles, alors que les nouvelles sont le fait d'acteurs politiques dépourvus de bases populaires.

4. Dans la plupart des anciens conflits armés, la violence était contrôlée et disciplinée, spécialement du côté des rebelles. Tel n'est pas le cas dans les nouvelles guerres civiles où la violence est gratuite, dépourvue de sens et purement injustifiée. Comme corollaire, les anciennes guerres civiles étaient menées de manière centralisée et disciplinée (et pouvaient être gagnées), alors que les nouvelles sont menées de manière décentralisée par des milices indisciplinées et des seigneurs de la guerre (et donc tendent à se prolonger indéfiniment).

Ces quatre thèses sont présentées ici seulement pour établir une distinction idéale-typique entre anciennes et nouvelles guerres plutôt que pour décrire tous les arguments, d'autant que la distinction tend à être faite implicitement et sans précision. On peut donc résumer ces différences dans le tableau suivant :

« Anciennes » guerres civiles	« Nouvelles » guerres civiles
Causalité idéologique bien définie et clairement exprimée	Haines ethniques ou tribales étroites, ou pas de cause du tout
Soutien populaire	Absence de soutien populaire
Violence contrôlée; centralisation de la guerre	Violence gratuite; décentralisation de la guerre
Basées sur des revendications	Basées sur l'avidité et le pillage

La suite de cet article est donc consacrée à une relecture de cette argumentation à partir d'un examen de quelques guerres nouvelles, sur lesquelles nous disposons d'études plus approfondies, et de plusieurs guerres anciennes, et propose une critique à deux niveaux : la propension à concevoir des différences majeures entre anciennes et nouvelles guerres est basée sur une surestimation, d'une part, des caractéristiques criminelles des guerres nouvelles et, d'autre part, des caractéristiques idéologiques des guerres anciennes.

**Des causes idéologiques bien définies et clairement exprimées  
versus des haines raciales ou tribales ou l'absence de cause**

Selon l'argument, les anciennes guerres civiles étaient motivées par des idéologies universalistes, bien définies et clairement exprimées. Au contraire, les nouvelles guerres civiles sont basées sur des motivations ethniques ou tribales (souvent purement locales), voire sur rien du tout. Enzensberger résume cette perception en une phrase : « Ce qui donne aujourd'hui aux guerres civiles une perspective nouvelle et terrifiante c'est qu'elles sont menées sans enjeu de chaque côté, qu'elles sont des guerres sans aucun but »<sup>14</sup>. Ces conflits se distinguent par « l'absence complète de conviction » : « Dans les guerres civiles d'aujourd'hui il n'y a plus besoin de légitimer vos actions. La violence a été libérée de l'idéologie »<sup>15</sup>. De la même manière, R. Kaplan réduit les conflits armés civils en Afrique à des menées criminelles de bandits, de soldats débandés, de hooligans adolescents, d'enfants soldats drogués et de « guerriers vaudou » de tout acabit. *Le Monde* du 2 décembre 1999 cite un habitant de Sierra Leone qui explique que le conflit dans son pays ne devrait pas être comparé aux guerres du Kosovo ou de l'Est Timor : « Là-bas, les gens combattent pour leur indépendance, pour leur survie. Ici, nous avons une guerre dépourvue de sens, une guerre sans signification ». Cet argument peut être renforcé. Ce n'est pas simplement, comme nous le dit Enzensberger, que les acteurs politiques dans les nouvelles guerres civiles n'ont pas d'idéologie; plus que cela, ils ont une incapacité profonde à penser et à agir en terme de passé et d'avenir : « Dans cette fureur collective, le concept d'avenir disparaît. Seul le présent compte. Les conséquences n'existent pas »<sup>16</sup>.

Cependant une telle vision a été bien décrite comme ne prêtant qu'à peine attention aux explications fournies par les insurgés sur le but de leur mouvement... et préférant à la place reprendre une vision dominante parmi les élites de la capitale et

14. Enzensberger, *op.cit.*, p. 30.

15. *Ibid.*, pp. 20-21.

16. *Ibid.*, p. 29.

dans les cercles diplomatiques »<sup>17</sup>. Gourevitch critique très justement cette perception : « En refusant la particularité des peuples qui font l'histoire et la possibilité qu'ils puissent avoir une histoire, [ils] échouent à reconnaître ce qui est en jeu dans des événements et sur la nature de ces événements »<sup>18</sup>.

En fait, une partie importante des écrits journalistiques tendent à être biaisés. Ils citent sans distance critique les habitants des villes et les membres des organisations pro-gouvernementales : « Ces rebelles arrogants et sans instruction reviennent ici pour prêcher leur vérité » souligne un opposant aux accords de paix en Sierra Leone, cité par *Le Monde*<sup>19</sup>. L'anthropologue Christian Geffray qui étudia la guerre civile au Mozambique commence son livre ainsi :

« Une horde de meurtriers sanguinaires, sans foi ni loi, sème la terreur, la destruction et la mort sur le territoire mozambicain depuis treize ans. Cette image de la guerre et de l'organisation armée qui la conduit s'impose aux élites urbaines, aux intellectuels nationaux et étrangers qui peuplent la capitale du Mozambique, Maputo, et les grandes villes de province. Les journalistes ne peuvent guère enquêter sur le terrain et les organes de presse internationaux répercutent l'information et les analyses véhiculées dans ces milieux. Les chercheurs eux-mêmes ont jusqu'à présent contribué à accréditer cette perception de la guerre – les rares enquêtes révèlent les mêmes insuffisances d'information que les journalistes, aggravées d'une certaine naïveté propagandiste. Après tout, cette image n'est pas complètement fautive, et elle a le mérite de sensibiliser de temps à autre l'opinion publique mondiale sur le sort dramatique de millions de personnes... Mais elle est insuffisante et son caractère passionnel masque la complexité et la profondeur des processus sociaux et politiques en cours dans

17. Paul Richards, *Fighting for the Rain Forest: War, Youth and Resources in Sierra Leone*, Oxford, James Currey, 1996, p. xvii.

18. Philip Gourevitch, *We Wish to Inform You that Tomorrow We Will be Killed with our Families: Stories from Rwanda*, New York, Farrar & Straus & Giroux, 1998.

19. Ourdan, « Le prix de la paix », *op.cit.*

les campagnes mozambicaines; elle interdit d'en comprendre la nature et la portée »<sup>20</sup>.

Les chercheurs qui ont étudié les guerres civiles récentes en menant leur travail de terrain dans des zones de guerre (à l'opposé de ceux qui se limitent aux seuls entretiens avec les victimes et les responsables gouvernementaux) donnent à voir une réalité très différente : les rebelles ne sont pas simplement des bandits; ils sont aussi souvent mus par des motifs idéologiques. Beaucoup de combattants de base des mouvements rebelles africains qui ont été stigmatisés pour leur manque d'idéologie semblent avoir une compréhension politique de leur engagement comme Peters et Richard<sup>21</sup> l'ont démontré de façon convaincante. Souvent leur idéologie n'est pas facilement décriptable pour un observateur peu averti qui cherche à repérer des conditions « occidentales » d'affiliation et de discours. Ce n'est pas parce que ces organisations utilisent des idiomes, des discours religieux ou des pratiques culturelles locales pour mobiliser les gens au lieu d'invoquer une idéologie universaliste ou facilement identifiable qu'elles manquent d'idéologie ou de soutien populaire<sup>22</sup>. Par exemple, Ellis<sup>23</sup> signale la dimension religieuse de la guerre civile au Libéria et Chingono<sup>24</sup> montre comment les rebelles de la RENAMO au Mozambique s'en remettaient à des invocations religieuses locales pour générer un soutien populaire. Chingono est formel : « Affirmer que la RENAMO n'a pas d'idéologie est sans fondement. En ressuscitant

20. Christian Geffray, *La cause des armes au Mozambique. Anthropologie d'une guerre civile*, Paris, Karthala, 1990, p. 19.

21. Krijn Peters, Paul Richards, «Why we fight: voices of youth combatants in Sierra Leone», *Africa* 68 (2), 1998, pp. 183-210.

22. Tom Young, «A Victim of Modernity? Explaining the War in Mozambique», pp. 120-151 in Paul B. Rich, Richard Stubbs, *The Counter-Insurgent State: Guerrilla Warfare and State-Building in The Twentieth Century*, New York, St. Martin's Press, 1997; Stephen Weigert, *Religion and Guerrilla Warfare in Modern Africa*, New York, St. Martin's Press, 1996.

23. Stephen Ellis, *The Mask of Anarchy: The Destruction of Liberia and the Religious Dimension of an African Civil War*, New York, New York University Press, 1999.

24. Mark Chingono, *The State, Violence and Development: The Political Economy of War in Mozambique, 1975-1992*, Aldershot, Avebury, 1996.

tant et en défendant les visions paysannes du monde, qui avaient été supprimées par le FRELIMO, la RENAMO exprimait clairement des idéologies paysannes »<sup>25</sup>.

D'un autre côté, l'importance de l'idéologie dans les anciennes guerres civiles a été grandement survalorisée. Tout d'abord, on sait maintenant combien l'adoption du clivage idéologique de la Guerre froide (exprimée sous des sigles bien compliqués) a été superficielle dans de nombreuses guerres civiles. De plus, lorsqu'elles ne « déguisaient » pas des clivages ethniques ou locaux, ces idéologies étaient propagées par le biais des idiomes culturels traditionnels peu différents de ceux utilisés dans les nouvelles guerres civiles. Par exemple, Lan<sup>26</sup> a montré comment les rebelles « progressistes » du Zimbabwe qui combattaient le régime raciste de leur pays utilisaient la religion traditionnelle (et ses praticiens) pour mobiliser la paysannerie.

De manière plus générale, il existe un biais épistémologique évident en faveur de l'hypothèse que les anciennes guerres civiles (de même que la plupart des individus qui y étaient engagés) étaient motivées par de hautes considérations idéologiques. Comme la plupart des intellectuels « urbains » tendent à être d'abord motivés par l'idéologie, ils assignent souvent des motifs idéologiques clairs et globaux aux acteurs et aux civils dans des guerres civiles non ethniques<sup>27</sup>. Comme Barrington Moore l'a écrit : « L'intellectuel mécontent avec ses états d'âme a suscité une attention qui est complètement hors de proportion avec son importance politique, en partie parce que ses états d'âme laissent derrière eux des traces écrites et aussi parce que ceux qui écrivent l'histoire sont eux-mêmes des intellectuels »<sup>28</sup>.

25. *Ibid.*, p. 55.

26. David Lan, *Guns and Rain: Guerrillas and Spirit Mediums in Zimbabwe*, Londres, James Currey, 1985.

27. En fait, il arrive que la violence politique ne soit pas directement causée par des idéologies (radicales) même en environnement urbain, comme le montre Della Porta dans son étude des organisations « terroristes » italiennes et allemandes. Donatella Della Porta, *Social Movements, Political Violence and the State: A Comparative Analysis of Italy and Germany*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

28. Barrington Moore, *Social Origins of Dictatorship and Democracy: Lord and Peasant in the Making of the Modern World*, Boston, Beacon Press, 1966, p. 480.

De plus, c'est une erreur que de déduire les motivations des acteurs de base de la capacité de leur direction à produire des discours idéologiques.

Une conclusion commune à de nombreuses études de cas est que les considérations locales triomphent le plus souvent des considérations plus idéologiques. Dans l'Union soviétique occupée par les Allemands, la décision d'un individu de se rallier aux Allemands ou aux partisans soviétiques n'était pas déterminée par « des considérations abstraites et l'évaluation des mérites et des faiblesses des deux régimes, pas même par les avantages et désavantages ou les expériences sous le régime soviétique avant l'occupation »<sup>29</sup>. La très fine analyse de Swedenburg sur la collaboration avec les Britanniques durant la rébellion palestinienne de 1936-1939 montre que « la "collaboration" et sa représentation dans la mémoire populaire sont des phénomènes tout à fait complexes et contradictoires. Par exemple, deux "collaborateurs", Shaykh Rabbâh et Abû Fâris, expliquaient leur décision de s'opposer à la révolte en invoquant l'idéologie locale et la tradition, en particulier la loyauté féodale et le désir de revanche. Leur témoignage ne contient aucune indication qu'ils aient rejoint les Britanniques par admiration pour les traditions coloniales ou pour le projet sioniste d'occupation de la Palestine »<sup>30</sup>. Sur le même mode, l'étude que McKenna fait des « narrations non officielles » des rebelles musulmans et de leurs partisans dans le Sud des Philippines révèle que « les perceptions et représentations de la guerre chez les musulmans de base sont souvent manifestement indépendantes des influences idéologiques des dirigeants séparatistes, voire des élites »<sup>31</sup>.

29. Alexander Dallin, Ralph Mavrogordato, Wilhem Moll, «Partisan Psychological Warfare and Popular Attitudes», pp. 197-337 in John A. Armstrong (ed.), *Soviet Partisans in World War II*, Madison, University of Wisconsin Press, 1964.

30. Ted Swedenburg, *Memories of Revolt: the 1936-1939 Rebellion and the Palestinian National Past*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995, pp. 169-170.

31. Thomas McKenna, *Muslim Rulers and Rebels: Everyday Politics and Armed Separatism in the Southern Philippines*, Berkeley, University of California Press, 1998, pp. 194-195.

De la même manière, l'observation d'une bonne capacité des insurgés à combattre a souvent conduit à une induction erronée faisant des rebelles, suivant leurs préférences partisans, soit des fanatiques soit des gens totalement dévoués à une cause idéologique. Pourtant, de nombreuses études ont conclu que les hommes au combat ne sont pas en général motivés par une idéologie mais par des processus collectifs ou des pressions de leur groupe, comme la considération de leurs camarades, le respect pour leurs dirigeants, le souci de leur propre réputation face à leurs chefs ou à leurs amis, ou encore la volonté de contribuer au succès du groupe<sup>32</sup>. Laqueur souligne en effet que « l'histoire des guérillas est pleine d'exemples d'hommes combattant pendant des années et devant faire face à de nombreuses difficultés sans grande motivation personnelle apparente. A travers l'histoire, c'est une direction forte, l'exemple personnel du chef, l'ethos et l'esprit de corps qui ont maintenu les guérillas en vie, pas seulement les motivations idéologiques »<sup>33</sup>. Enfin, la guerre fournit également de puissantes incitations.

La recherche sociologique récente sur la conversion religieuse, un « choix » encore plus réductible à des considérations idéologiques que la politique, démontre que la dimension doctrinale (c'est-à-dire le fait que les gens entendant le message le trouvent attirant et embrassent la croyance) n'explique pas le processus de conversion : la plupart des gens ne deviennent sensibles à la doctrine de leur nouvelle foi qu'après leur conversion<sup>34</sup>. De manière courante, l'adhésion est liée à des dynamiques de réseaux : Stark trouva que les liens sociaux en réseaux (spécialement l'amitié et la parentèle) sont les meilleurs indicateurs de

32. Dave Grossman, *On Killing: The Psychological Cost of Learning to Kill in War and Society*, Boston, Little, Brown and Co., 1995, pp. 89-90. Evidemment, cela ne répond pas à la question de savoir comment et pourquoi une organisation capable de fournir une telle formation et une telle direction émerge.

33. Walter Laqueur, *Guerrilla Warfare: A Historical and Critical Study*, New Brunswick, Transaction, 1998, p. 272.

34. Rodney Stark, *The Rise of Christianity: How the Obscure, Marginal Jesus Movement Became the Dominant Religious Forces in the Western World in a Few Centuries*, New York, Harper Collins, 1997, pp. 14-17.